

Japan Analysis

la lettre du Japon

16 Juin 2009

ANALYSE DE L'ACTUALITÉ

1. Une équipe peu nouvelle à la tête du Minshutō
2. Les rebondissements de la crise nord-coréenne

POINTS DE VUE D'ACTUALITÉ

Kitaoka Shin'ichi, « La fin de la politique façon Tanaka et la nouvelle voie », *Chûô kôron*, mai 2009.

Gabe Masaaki, Maeda Tetsuo, Tamaki Kazuhiko, Koseki Eiichi, « L'alternative en matière de politique de sécurité », *Sekai*, juillet 2009.

Okada Katsuya, « Concevoir la politique de sécurité d'un « Japon dans l'Asie » *Sekai*, juillet 2009.

ANALYSE DE L'ACTUALITÉ

1. Une équipe peu nouvelle à la tête du Minshutô

Hatoyama Yukio a été élu à la place d'Ozawa Ichirô à la tête du Minshutô le 16 mai. Depuis le mois de mars, le parti songeait à remplacer ce dernier pour faire oublier le scandale financier qui l'a frappé, alors que les élections se rapprochent : les élections à la mairie de Tokyo en juillet et les élections générales, dont on ne connaît pas encore la date, mais qui pourraient avoir lieu en août, probablement pas, cependant, avant le nouveau vote par la Chambre basse de six lois relatives au budget révisé, vote qui deviendra possible à l'expiration du délai constitutionnel, le 12 juillet. La session parlementaire a été prolongée de 45 jours le 3 juin, et sa date de clôture fixée au 18 juillet. Pour sa part, le projet de loi sur la piraterie, voté par la Chambre basse le 24 avril, a fait l'objet d'un passage en deuxième lecture le 24 juin¹.

1 « Jimin shibomu 5gatsu kaisan », *Yomiuri*, 21 avril 2009, et « Jimin tsukinai tsûka ni zenryoku », *Yomiuri*, 21 mai 2009

Le Minshutô n'a jamais été si proche du pouvoir. Le parti a connu plusieurs victoires dans des scrutins locaux depuis le début de l'année. Le nombre de ses membres et sympathisants est passé de 20 000 à 36 000 environ entre 2007 et 2008².

Les résultats des derniers scrutins locaux³

Le 19 octobre 2008 à Iruma (préf. de Saitama ; élection du maire) : victoire de Kinoshita Hiroshi, candidat recommandé par le PLD et le Kômeitô

Le 16 novembre à Utsunomiya (préf. de Tochigi ; élection du maire) : victoire de Satô Eiichi, candidat recommandé par le PLD et le Kômeitô

Le 16 novembre à Naha (préf. d'Okinawa ; élection du maire) : victoire d'Onaga Takeshi, candidat recommandé par le PLD et le Kômeitô

2 « Rô kumi izon, chihô no nayami », *Yomiuri*, 24 avril 2009.

3 « Mini tôitsusen he, eikyôwa ? », *Yomiuri*, 27 mars 2009, et « Mini tôitsu chihô sen, yoyatô fuan wa bunretsu », *Yomiuri*, 14 avril 2009.

Le 30 novembre à Chiryû (préf. d'Aichi ; élection du maire) : victoire de Hayashi Ikuo, candidat recommandé par le Minshutô

Le 21 décembre à Yaizu (préf. de Shizuoka ; élection du maire) : victoire de Shimizu Hiroshi, candidat recommandé par le Minshutô

Le 21 décembre à Kitami (Hokkaidô ; élection du maire) : victoire de Kotani Tsunehiko, candidat recommandé par le Minshutô et le Parti social-démocrate

Le 8 février 2009 à Nishi-Tôkyô (préf. de Tôkyô ; élection du maire) : victoire de Sakaguchi Kôji, recommandé par le Minshutô, les sociaux-démocrates et les communistes

Le 8 février à Fukutsu (Fukuoka ; élection du maire) : victoire de Koyama Tatsuo, recommandé par le PLD et le Kômeitô

Le 1^{er} mars à Yanai (Yamaguchi ; élection du maire) : victoire d'Ihara Kentarô, soutenu par le Minshutô

Le 29 mars à Chiba (élection du gouverneur de préfecture) : élection de Kensaku Morita, candidat indépendant soutenu par la moitié des membres PLD de l'assemblée préfectorale

Le 5 avril à Kodaira (préf. de Tôkyô ; élection du maire) : Kobayashi Masanori, recommandé par le Minshutô, les communistes et le Nouveau parti du peuple

Le 12 avril à Akita (élection du gouverneur de préfecture) : Satake Norihisa, recommandé par le PLD, les sociaux-démocrates et Rengô (malgré ses liens avec le chapitre local du Minshutô)

Le 12 avril à Yuzawa (préf. d'Akita ; élection du maire) : Saitô Mitsuyoshi, recommandé par le PLD et le Kômeitô

Le 12 avril à Yurihonjô (préf. d'Akita ; élection du maire) : Yanagida Hiroshi, recommandé par le Minshutô

Le 26 avril à Nagoya (élection du maire) : Kawamura Takashi, recommandé par le Minshutô

Le 24 mai à Saitama (élection du maire) : Shimizu Hayato, soutenu par le Minshutô.

Le 14 juin à Chiba (élection du maire) : Kumaagai Toshihito, recommandé par le Minshutô

Le 5 juillet à Shizuoka (élection du gouverneur) : Kawakatsu Heita, recommandé par le Minshutô, le Parti social-démocrate et le Nouveau parti du peuple

Le 12 juillet : élections du gouverneur de Tôkyô

À la fin du mois de mars, les intentions de vote en faveur du Minshutô ou du PLD, lors des prochaines élections, se situaient exactement au même niveau dans les sondages (31 % selon un sondage du Yomiuri). Chez les personnes n'ayant pas d'affiliation partisane marquée, les intentions de vote étaient plus favorables au Minshutô qu'au PLD (24 % contre 12 %), dans des proportions qui avaient toutefois diminué par rapport au début de l'année, quand le Minshutô avait dépassé les 30 % d'intentions de vote chez cette catégorie d'électeurs⁴.

L'impopularité croissante d'Ozawa compromettait les chances du parti. La victoire de Hatoyama a été bien accueillie des électeurs, sans enthousiasme pourtant. Un sondage mené après ce scrutin indiquait à la fois que Hatoyama était considéré comme pouvant faire un meilleur Premier ministre

⁴ « Mutôha, minshu ni fuman », *Yomiuri*, 27 mars 2009.

qu'Asô (42 % contre 32 % ; Ozawa ne recueillait que 25 % de réponses positives, et Asô, face à lui, 40 %, peu avant) et que les sondés dans leur majorité (53 % contre 40 %) avaient peu d'attentes à l'égard de Hatoyama⁵.

Brève chronologie du Minshutô⁶

Avril 1998	Création du Minshutô. Kan Naoto est président, Hata Tsutomu, secrétaire général. Kan est reconduit à la présidence par 180 voix contre 51 pour Matsuzawa
Septembre 1999	Hatoyama Yukio est élu président (il remporte 154 voix contre 109 pour Kan et 57 pour Yokomichi au premier tour ; 182 voix contre 130 pour Kan, au second)
Septembre 2002	Hatoyama est réélu pour un troisième mandat de président (il remporte 294 voix au premier tour face à Kan, 221 voix, Noda, 182 voix, Yokomichi, 119 voix ; au second tour, il gagne par 254 voix contre 242 pour Kan)
Décembre 2002	Kan Naoto est élu à la présidence par 104 voix contre 79 à Okada

5 « Hatoyama daihyô kitaisezu 53 % », *Yomiuri*, 18 mai 2009.

6 D'après « Seron yori tōnai ryokugaku » (« Minshutô no ayumi »), *Yomiuri*, 17 mai 2009, et « Hageshii shūhyō gōsen » (« Senkyosen to natta kako no minshutô daihyōsen »), *Yomiuri*, 16 mai 2009.

Septembre 2003	Katsuya, qui devient secrétaire général Fusion avec le Parti libéral d'Ozawa Ichirô
Mai 2004	Kan démissionne en raison du scandale des retraites (beaucoup d'hommes politiques n'ont pas cotisé au bon régime lorsqu'ils ont été ministres). Okada Katsuya le remplace et est reconduit en septembre 2004 (sans vote). Fujii Hirohisa est secrétaire général
Septembre 2005	Okada démissionne après la défaite aux élections à la Chambre des représentants. Maehara Seiji (élu par 96 voix contre 94 pour Kan) le remplace. Hatoyama Yukio est secrétaire général
Mars 2006	Maehara Seiji accuse le fils de Takebe Tsutomu, secrétaire général du PLD, d'être lié à Horie Takafumi, PDG de Livedoor, inculpé pour fraude alors et condamné depuis. Il brandit pour preuve un supposé e-mail de Horie, facturant 30 millions de yens (250 000 €) en frais de conseil au fils de M. Takebe. L'e-mail se révèle être un faux et Maehara démissionne

Avril 2006	Ozawa Ichirô, élu avec 119 voix contre 72 pour Kan, le remplace
Juillet 2007	Le Parti démocrate devient le premier parti de la Chambre haute
Mai 2008	Le secrétaire d'Ozawa est soupçonné de fraude et Ozawa démissionne. Le 16 mai, Hatoyama Yukio le remplace. Okada Katsuya est nommé secrétaire général

M. Hatoyama a obtenu 124 voix, face à M. Okada qui en a recueilli 95 (seuls les représentants et conseillers étaient appelés à voter). M. Hatoyama fait partie de ces dynasties d'hommes politiques qui règnent sur la vie politique japonaise depuis le XIX^e siècle. Son père a été ministre des Affaires étrangères et son frère a été ministre de l'Intérieur du gouvernement Asô⁷.

Le choix de M. Okada, candidat malheureux face à lui, que Hatoyama a désigné comme secrétaire général, rompt davantage avec cette tradition de l'héritage en politique.

Âgé de 55 ans, M. Okada, diplômé du département de droit de l'université de Tôkyô, jouit d'une très bonne image. Il a démissionné immédiatement après le mauvais score électoral obtenu par son parti en 2005, alors qu'il le présidait. Respecté, il ne bénéficie toutefois pas des mêmes appuis que M Hatoyama : sa « faction » (bien qu'officiellement les factions n'existent

⁷ Il a démissionné de son poste le 12 juin, s'étant opposé au Premier ministre sur la reconduction à la tête de Japan Post de Nishikawa Yoshifumi, qui y avait été placé par M. Koizumi.

pas au Parti démocrate) comporte moins de membres. Sa famille contrôle le groupe Aeon, qui détient la chaîne de superettes Ministop et gère les boutiques Laura Ashley et Body Shop au Japon. Son frère est le PDG d'Aeon.

Les groupes du Minshutô (au 16 avril 2009)

- Ozawa Ichirô – 50 personnes
- Hatoyama Yukio – 30 personnes
- Kan Naoto – 30 personnes
- Maehara Seiji – 30 personnes
- Noda Yoshihiko – 20 personnes

Groupe issu de l'ancien Parti socialiste (autour de Yokomichi Takahiro, comprenant par exemple Koshiishi Azuma, président du comité du parti pour les questions liées à la Chambre des conseillers) – 20 personnes

Groupe issu de l'ancien Parti démocrate-social (avec Naoshima Masayuki, président du comité des affaires politiques du Minshutô) – 20 personnes

Hiraoka Hideo et Kondô Shôichi – 15 personnes

2. Les rebondissements de la crise nord-coréenne

La crise nord-coréenne a connu de nouveaux rebondissements avec le lancement, le 5 avril, d'un tir de missile (les services de renseignement américains ont établi que les trois parties de l'engin s'étaient détachées et qu'il n'y avait pas eu mise en orbite) et un nouvel essai nucléaire (d'une ampleur vingt fois supérieure à l'essai d'octobre 2006, mais qui demeure faible), le 25 mai.

Le ministre japonais de la Défense avait donné l'ordre d'intercepter un missile qui menacerait le Japon. Le système antimissile nippon-américain aurait pu connaître son baptême du feu. La Corée du Nord avait annoncé qu'elle considérerait une telle action comme une déclaration de guerre. Le projectile est passé au-dessus du nord de l'île de Honshû, et les FAD (les satellites pouvant désormais être utilisés pour servir les objectifs de la défense nationale) ont perdu sa trace environ 2 100 km plus loin. La Corée du Sud a par la suite annoncé qu'elle rejoignait l'Initiative de sécurité contre la prolifération adoptée sur le fondement de la résolution 1540 du Conseil de sécurité (2004), associant quelque 90 États dans une coopération multilatérale en matière de lutte contre la prolifération.

La Chine et la Russie n'ont pas souhaité l'adoption d'une nouvelle résolution condamnant le lancement du « satellite ». À la place, une déclaration du président du Conseil condamnant la Corée a été approuvée par l'ensemble de ses membres.

Le Japon, pour sa part, a prorogé le délai d'application des sanctions qu'il a adoptées en 2006 (comportant notamment l'interdiction d'accès des bâtiments nord-coréens aux ports japonais et celle de

l'importation au Japon de produits nord-coréens) et reconduites depuis de six mois en six mois. Cette fois, ces mesures sont renouvelées pour une année. Il a abaissé le seuil des transferts financiers qui peuvent être effectués vers la Corée du Nord sans être signalés au gouvernement de 30 millions de yens (200 000 € environ) à 10 millions de yens. Les personnes partant pour la Corée du Nord ne pourront plus emporter que 300 000 yens, non plus 1 million de yens comme auparavant. Enfin, les exportations japonaises à destination de la Corée sont complètement interdites (seules l'étaient, depuis 2006, les exportations de matériaux susceptibles de servir au programme d'ADM de la Corée du Nord). Cette dernière mesure est applicable jusqu'au 13 avril 2010⁸.

Après le nouvel essai nord-coréen, présenté par la Corée du Nord comme une riposte à la décision sud-coréenne de s'associer à l'Initiative de sécurité contre la prolifération, le Conseil de sécurité des Nations unies a débattu quinze jours durant avant d'adopter, le 12 juin, une résolution condamnant cet essai « dans les termes les plus fermes »⁹. La résolution 1874 (2009), adoptée dans le cadre du chapitre VII de la Charte des Nations unies, réitère les obligations de la résolution 1718 (2006) et complète les obligations qu'elle imposait en matière de contrôle des échanges et des inspections en haute mer.

Le Minshutô s'est dit prêt à coopérer avec le PLD dans l'adoption d'une loi qui imposerait de nouvelles sanctions sur le fondement de cette résolution¹⁰. En l'état actuel de la législation japonaise, les FAD ne peuvent réaliser des inspections en mer que dans les

8 « Taikita kinyû kyô kakugi kettei », *Yomiuri*, 16 juin 2009.

9 Résolution 1874 (2009).

10 « Kitaseisai hô seibi minshu mo kyôryoku », *Yomiuri*, 14 juin 2009.

eaux territoriales japonaises, en application de la loi sur la navigation d'embarcations étrangères ou en haute mer, sous réserve que le gouvernement qualifie la situation de « situation de crise environnante », dans le cadre de la loi sur les inspections maritimes. Enfin, si le Japon a été attaqué, les FAD peuvent arraisonner des navires en vertu de la loi de réglementation du transport maritime d'armements étrangers en cas d'agression armée. Or le gouvernement japonais a estimé que l'essai nucléaire ne créait pas « une situation de crise environnante » et que le Japon n'est pas attaqué : le gouvernement doit par conséquent soit préparer une nouvelle loi, soit amender la loi sur les inspections maritimes¹¹. Un projet de loi a été soumis au vote de la Diète le 18 juin.

Dans le projet de loi, les gardes-côtes, comme les FAD peuvent arraisonner des navires dans les eaux territoriales ou en haute mer autour du Japon, sur décision du Premier ministre. Toutefois, le consentement de l'État dont le navire bat pavillon est requis au préalable, ainsi que l'accord du capitaine.

Un groupe de travail du PLD et du Kôméitô a par ailleurs proposé, le 26 juin, l'adoption d'une loi spéciale, fondée sur la résolution 1874, qui permettrait aux gardes-côtes et aux FAD maritimes d'inspecter les navires à destination ou en provenance de Corée du Nord soupçonnés de pratiquer un trafic d'armes. Les inspections incomberaient essentiellement aux gardes-côtes, tandis que les FAD auraient pour mission de suivre les navires suspects et de réunir des renseignements sur eux. Les FAD pourraient inspecter les navires qui seraient lourdement armés. Un projet de loi en ce sens est actuellement à l'examen.

¹¹ «Kita no senkensa, hôseibi ni iyoku» *Yomiuri*, 9 juin 2009.

Les crises nord-coréennes

- 12 mars 1993 : la Corée du Nord dénonce le TNP (elle revient sur sa dénonciation avant l'expiration du délai)
- 21 octobre 1994 : signature d'un accord entre Corée du Nord et États-Unis.
- 31 août 1998 : la Corée du nord lance un Taepodong 1 qui survole le Japon
- 27-29 août 2003 : première session des pourparlers à Six
- 19 septembre 2005 : premier accord entre les parties aux pourparlers
- 5 juillet 2006 : la Corée du Nord lance un Taepodong 2 qui n'achève pas sa course
- 9 octobre 2006 : premier essai nucléaire (de très petite amplitude, probablement un essai raté)
- 14 octobre 2006 : résolution 1718 du Conseil de sécurité
- 11 octobre 2008 : les États-Unis retirent la Corée du Nord de leur liste d'États terroristes
- 11 décembre 2008 : une nouvelle session des pourparlers se conclut sans succès
- 24 février 2009 : la Corée du Nord annonce qu'elle s'appête à mettre un satellite sur orbite
- 5 avril : la Corée du Nord lance (de l'avis des services de renseignement américains) un missile (vraisemblablement un Taepodong 2)
- 13 avril 2009 : le Conseil de sécurité approuve une déclaration

de son président condamnant le lancement d'un missile par la Corée du Nord.

25 mai 2009 : la Corée du Nord effectue un nouvel essai (de petite ampleur également)

POINTS DE VUE D'ACTUALITÉ

Kitaoka Shin'ichi, « La fin de la politique façon Tanaka et la nouvelle voie » [Tanakaha seiji no shûen to atarashii chûdô he no michi], *Chûô kôron*, mai 2009.

Professeur à l'université de Tôkyô, Kitaoka Shin'ichi indique la voie que doivent suivre la classe politique et la population japonaises, à l'approche des prochaines élections.

En 1955, quand est né le Parti libéral-démocrate, Miki Takeo, l'un des artisans de l'alliance des conservateurs, a dit : « Cela tiendra bien dix ans ». Plus d'un demi-siècle plus tard, le pouvoir du PLD perdure, n'ayant connu qu'une brève année d'interruption à partir d'août 1993. Si le PLD a pu se maintenir si longtemps au pouvoir, c'est qu'il correspondait à la réalité japonaise. Dans le contexte de la guerre froide, il a clairement

fait le choix de l'Ouest. Il a choisi l'économie de marché dans l'immédiat après-guerre alors qu'existait, dépassant les socialistes, un courant favorable à l'économie dirigée. La population en avait eu assez de la guerre et voulait devenir riche : il lui ressemblait.

Le Japon de la guerre froide était éclaté intellectuellement. Les libre-échangistes coexistaient avec les sympathisants socialistes et pacifistes (pensant que la paix ne doit être recherchée que par des moyens pacifiques). À la Diète, cela se traduisit ainsi : le PLD faisait figure de parti réaliste, face aux socialistes, qualifiés d'idéalistes, qui, en fait

d'idéaux, étaient surtout dépourvus d'idées, mais qui, parce qu'ils représentaient un tiers des suffrages, pouvaient bloquer des réformes importantes comme la révision de la Constitution.

À l'intérieur du courant conservateur, il y avait plusieurs sensibilités. Pour reconstruire, Yoshida Shigeru voulait porter l'effort sur l'économie et tendait à être pro-américain. À côté de ses partisans existait un camp favorable à l'expression d'une volonté indépendante des États-Unis. Ils gagnèrent en vigueur avec le déclenchement de la guerre de Corée en 1950 et la réhabilitation, l'année suivante, de Hatoyama Ichirō, qui s'était vu interdire l'exercice d'une fonction publique. Dès l'origine, le PLD, né de la fusion de ces courants, aspire à l'adoption d'une nouvelle Constitution. Dans les années 1950, Hatoyama Ichirō, puis Kishi Nobusuke, qui souhaitaient cette nouvelle Constitution, ont accédé au pouvoir, mais, à partir du gouvernement Ikeda Hayato, l'économie a focalisé l'attention, et la révision constitutionnelle a été mise de côté. Comme ses électeurs, qui se rencontrent essentiellement dans les circonscriptions non urbaines, le PLD recherche le pragmatisme et la stabilité.

La « réactivité pragmatique » du PLD conserve sa pleine efficacité jusqu'aux années 1970. Kishi Nobusuke, tout en organisant nos relations avec l'Asie, fait des relations nippon-américaines un pilier de la diplomatie japonaise et met toutes ses forces dans le remplacement du traité de sécurité de 1951 par celui de 1960. Ikeda Hayato se concentre sur l'économie et Satō Eisaku parvient à obtenir la rétrocession d'Okinawa selon un régime nucléaire « aligné sur le reste du Japon ».

Après cela, le PLD ne réalisa plus rien qui ait une ampleur similaire à la signature du

nouveau traité de sécurité ou à la rétrocession d'Okinawa. Les médias parlaient à tort d'une « quasi-révolution conservatrice », quand aucun changement ne survenait. À partir de 1983, quand Nakasone Yasuhiro s'allia avec le Nouveau Club libéral, les gouvernements de coalition se succédèrent autour du PLD, avec pour conséquence que la ligne politique changeait peu. Comme, malgré cela, les médias faisaient comme si de grands changements se produisaient, la population a oublié qu'elle pouvait, en votant, bouleverser la politique. Dans cette absence de changements, on s'est mis – les médias au premier chef – à attendre des hommes politiques qu'ils démissionnent pour des raisons insignifiantes : alors même que le Premier ministre, représentant de la majorité à la Chambre basse, n'aurait pas dû avoir à démissionner avant les élections suivantes, on a vu démissionner plusieurs d'entre eux parce que le nombre de sièges du parti avait diminué à la Chambre haute, que le parti avait perdu des élections locales ou encore que sa cote de popularité était basse.

La politique a ainsi été réduite à une « politique d'ajustements mineurs », incapable de régler des problèmes structurels et n'opérant que des changements d'ordre secondaire. La plupart des grandes difficultés que nous connaissons aujourd'hui – natalité, éducation, agriculture... – remontent ainsi aux années 1970. Une politique de petits changements est une politique dirigée par l'administration, dont le rôle est de s'inscrire dans la continuité de ce qui a été fait jusque-là et qui, par définition, n'est pas en elle-même une force réformatrice.

À partir des années 1970, la politique japonaise entre qui plus est dans une ère marquée par Tanaka Kakuei, pour qui tous les problèmes – intérieurs comme extérieurs – pouvaient se résoudre par l'argent. Cette

approche s'est avérée efficace tant que la croissance économique le permettait, mais, dans les années 1990, avec l'éclatement de la bulle et la récession économique (davantage que la division de la faction Tanaka), ce système n'a plus fonctionné. Les trois tendances, de droite (autour de Kishi, courant de l'actuelle faction Seiwakai, de Machimura Nobutaka), de gauche (autour d'Ikeda, prolongé par l'actuelle Kôchikai de Koga Makoto) et du centre (de Satô et de Tanaka, dont la Heiseiken, de Tsushima Yûji, est l'héritière) se sont livrés une lutte acharnée. Le centre a naturellement fréquemment réussi à être au pouvoir. Il s'est souvent allié à la faction d'Ikeda par pragmatisme, dans ce cadre qui s'avérait profitable.

Que quatre premiers ministres, de Mori Yoshirô à Fukuda Yasuo, pendant huit années, aient appartenu à la Seiwakai, dans un parti qui pratiquait la rotation des postes entre factions, révèle assez l'ampleur du rejet dont ces pratiques de la faction Tanaka ont fait l'objet. Concernant la diplomatie, on assiste au même changement : ce qui avait permis de résoudre les problèmes diplomatiques par l'argent était le cadre de la guerre froide créé par les États-Unis. Or les pratiques typiques de la faction Tanaka ne satisfont plus maintenant que l'on demande au Japon de contribuer à la sécurité internationale.

L'affaire Nishimatsu [dans laquelle M. Ozawa a été mis en cause] a conduit à se demander si cette politique « à la Tanaka » avait ou non disparu. À cela, je réponds qu'elle n'a pas complètement disparu, mais est pratiquée avec plus de discernement.

(...) Dans les années 1990, l'effondrement du Parti socialiste a entraîné avec lui celui du « système de 1955 » [quand les deux grands partis, socialiste et conservateur, sont nés]. Peut-on maintenant réformer le « système

de 1946 » ? Ce système, à commencer par la Constitution, a été établi afin de contenir le Japon. Il a changé de signification pendant la guerre froide et a subsisté. Il n'est pourtant pas parfaitement efficace. L'article 9 n'est pas seul en cause. Ainsi, le fait que les pouvoirs des deux Chambres soient pratiquement identiques est la cause des blocages actuels. Il faudrait réviser la Constitution pour que la majorité permettant à un texte de passer en seconde lecture de la Chambre basse ne soit plus des deux tiers, mais de la moitié. Les Japonais se trouvent envoyés dans des situations dangereuses où ils ne peuvent se servir de leurs armes que de manière cosmétique.

Abe Shinzô a parlé de « sortir du régime de 1946 ». Deux de ses prédécesseurs l'avaient fait avant lui, Ôhira Masayoshi et Nakasone Yasuhiro, qui ont appelé l'un et l'autre à « dresser le bilan de la politique de l'après-guerre ».

Devient Premier ministre aujourd'hui, la personnalité populaire au moment des élections. Les factions sont devenues aussi inconsistantes que le sable, ont perdu leur contenu idéologique et leur aspect concurrentiel.

M. Abe n'avait pas de cerveau, ou s'il en avait un, celui-ci était malheureusement absorbé tout entier par sa volonté de faire renaître le Japon antérieur à la Seconde guerre mondiale. Deux questions se posent aux hommes politiques japonais : faut-il admettre ou nier le rôle du Japon dans la dernière guerre ? Faut-il ou non être actif en matière de coopération internationale ?

Les socialistes renient le Japon de la Seconde Guerre et sont récalcitrants à l'égard de la coopération internationale. Quelques personnes ne renient pas le Japon de la guerre et ont peu d'intérêt pour la coopération

internationale : ce sont les nostalgiques, favorables à un retour au Japon d'avant-guerre. Fort peu de gens se reconnaissent dans le Japon d'avant-guerre tout en étant favorables à la coopération internationale : ceux qui considèrent que le Japon n'a pas été un agresseur ne s'intéressent pas à la coopération internationale.

Reste, enfin, le dernier groupe, de ceux qui rejettent le Japon de la guerre et souhaitent davantage de coopération internationale. Ce groupe constitue selon moi la nouvelle voie médiane. Nakasone, Hosokawa, Ozawa et la grande majorité des gens en font partie. L'avenir du Japon est dans la confortation de cette voie médiane. Il y avait du danger à entretenir d'étroites relations avec les nostalgiques, tout en se montrant ouvert à l'endroit des partisans de la « voie médiane » : sortir du régime de 1946 ne pouvait vouloir dire que restaurer le régime précédent. Son ambiguïté lui a heureusement joué des tours. Comme les autres partisans de la « voie médiane », j'ai pour points communs avec ces nostalgiques de considérer qu'il faut nous affirmer davantage à l'égard des États-Unis, réviser la Constitution, et que le tribunal international de Tôkyô avait beaucoup d'imperfections. Mais le Japon d'avant la guerre de Shôwa, en particulier après la guerre nippo-chinoise de 1937, était pauvre, ne connaissait pas la liberté ; militariste et expansionniste, c'était un État qui causait des problèmes. Sur un plan historique, affirmer que le Japon n'a pas annexé ses voisins est insoutenable. Face à l'environnement international du Japon qui se dégrade, une attitude générale favorable à la sécurité internationale, cette voie médiane, est nécessaire. Jusqu'à présent, le peuple s'en est remis au PLD, qui – c'est sans doute sa plus grande faute – s'en est remis aux États-Unis. Le moment approche où le peuple pourra prendre ses responsabilités, et décider.



**Gabe Masaaki^α, Maeda Tetsuo^β, Tamaki Kazuhiko^γ, Koseki Eiichi^δ,
« L'alternative en matière de politique de sécurité » [Anzenhoshô seisaku
no aruterunatibu], *Sekai*, juillet 2009, p. 106-122.**

Ces auteurs s'élèvent contre l'accord nippo-américain du 13 mai 2009 qui organise le déploiement de 7 000 marines environ et l'installation de leurs familles à Guam. Ils appellent à une refonte de la diplomatie japonaise en matière de défense.

Le 13 mai 2009 a été ratifié l'accord sur la répartition des frais liés au transfert à Guam d'une partie des marines basés à Okinawa, signé entre la toute nouvelle administration Obama et le gouvernement japonais. La Chambre basse s'était prononcée pour sa ratification le 14 avril, la Chambre haute avait rejeté celle-ci le 13 mai, et cette ratification avait été acquise en seconde lecture de la Chambre basse, en application de l'article 61 de la Constitution. Il est entré en vigueur le 19 mai par l'échange de notes des deux gouvernements. Sa durée est illimitée.

Cet accord prévoit les dispositions concrètes du transfert décidé par l'accord du 29 octobre 2005 (Alliance nippo-américaine : changement et transformation pour l'avenir) et par la feuille de route du 1^{er} mai 2006. Pourquoi avoir conclu un accord sur ce point précis de la relocalisation des marines

à Guam ? Pour le comprendre, il faut mettre en évidence les difficultés que posent ces accords.

La feuille de route prétendait réduire le poids des bases sur Okinawa ; en réalité, ce poids ne change pratiquement pas et est même fixé pour l'avenir. Cette feuille de route a deux caractéristiques.

Tout d'abord, elle lie les différentes questions entre elles. En effet, la transformation vise à la fois la base des marines, Zama (Kanagawa), où se trouve le commandement de l'armée de terre, la base de Yokota (Tôkyô) et son espace aérien, le déplacement du porte-avions d'Atsugi (Kanagawa) à Iwakuni (Yamaguchi), la défense antimissile et la relocalisation des exercices. Pour Okinawa, par exemple, le déplacement de Futenma ailleurs dans le département, la construction d'installations à Guam, le déplacement à l'intérieur du département des bases situées au sud de Kadena sont abordés de concert pour éviter d'éventuelles lacunes

La feuille de route établit ensuite la participation japonaise au transfert à Guam. [C'est sur ce point qu'elle est complétée par l'accord du 19 mai qui organise spécifiquement le versement par le Japon de 2,8 milliards de dollars en numéraire.]

^α Professeur à l'université des Ryûkyû.

^β Essayiste.

^γ ONG Peace Depot.

^δ Professeur à l'université Dokkyô.

Or cet accord est inéquitable. Tout d'abord, ce sur quoi les parties se sont entendues sont les articles en eux-mêmes ; le préambule pour sa part « reconnaît » les obligations résultant de la feuille de route. [Il est fait mention dans ce préambule de l'équilibre financier total de la feuille de route : le Japon apportera 6,090 milliards de dollars sur les 10,270 milliards que coûtera le déplacement à Guam, les quelque 4 milliards restants incombant aux États-Unis.] L'article 1 indique que le Japon fournira 2,8 milliards de dollars ; l'article 2, que les États-Unis procéderont à la relocalisation et au développement des infrastructures [en fonction, selon l'article 3, des progrès qu'aura accomplis le gouvernement japonais sur le déplacement de Futenma, les différents aspects de la transformation étant liés]. Concrètement, le gouvernement américain ne s'engage donc à rien.

En outre, les points 1 et 2 de l'article 9 établissent respectivement les conditions du versement des contributions japonaise et américaine. Les versements japonais sont conditionnés aux investissements américains, lesquels dépendent 1) de la disponibilité de fonds pour la relocalisation, 2) des progrès réalisés par le Japon sur Futenma, 3) du respect par le Japon des obligations financières qui lui incombent en vertu de la feuille de route. Pas un centime n'est engagé côté américain¹².

(...) Il faut que nous cessions de manifester de la servilité à l'égard des États-Unis, et pour cela, nous devons abandonner ou changer tout ce par quoi cette servilité s'est produite :

- Il faut que l'Alliance, de centrée qu'elle était sur le Japon, s'ouvre sur monde et s'écarte de la culture du secret qui l'a marquée. Ainsi, le contenu des discussions qui ont lieu au sein des comités 2+2 est-il rarement rendu public.
- Il faut convenir de nouvelles directives nippo-américaines et revenir sur nos déploiements militaires à l'étranger. Les opérations dans l'océan Indien et en Somalie doivent suspendues. Les élections doivent permettre à la volonté du peuple de s'exprimer. On a eu des exemples de retraits à la suite d'élections pendant la guerre en Irak (2003), et les États-Unis n'ont pas adopté de représailles à l'encontre des pays concernés.
- Il faut enfin une nouvelle diplomatie asiatique ; proposer une communauté de sécurité asiatique, signer un traité de dénucléarisation de l'Asie ou de coopération maritime en Asie.

¹² Les États-Unis ne peuvent toutefois se servir de la contribution japonaise que pour le financement d'installations à Guam (article 4), et les gouvernements s'entendent chaque année sur les projets concrets qui seront développés (article 7).



Okada Katsuya,
« Concevoir la politique de sécurité d'un « Japon dans l'Asie » [« Ajia no naka no nihon » toshite anzenhoshô seisaku wo kôchiku shinakereba naranai] Sekai, juillet 2009, p. 138-143.

Okada Katsuya, ancien président du Parti démocrate, s'est présenté aux dernières élections contre Hatoyama Yukio, qui, une fois élu, l'a nommé vice-président. Considéré comme intègre, il jouit d'une bonne image et est généralement tenu pour une personnalité d'avenir.

Vous êtes très impliqué en faveur du désarmement et la ligue parlementaire du Minshutô pour la promotion du désarmement nucléaire, que vous présidez, a rédigé récemment un projet de traité régional pour la dénucléarisation de l'Asie. Le 5 avril, M. Obama a déclaré à Prague qu'il fallait « libérer le monde des armes nucléaires » et que les États-Unis, en tant que première puissance nucléaire, se devaient de montrer l'exemple en matière de désarmement.

Les programmes nucléaires indien et pakistanais avaient marqué un revirement en matière de désarmement. Le TNP a subi ensuite l'assaut des programmes nord-coréen et iranien. Par ailleurs, M. Bush s'était déclaré favorable à l'utilisation préemptive de l'arme nucléaire et opposé au traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Le désarmement donne l'impression de connaître un nouveau printemps. M. Obama a indiqué qu'il ouvrirait des négociations avec la Russie avant l'expiration en décembre

prochain du traité START1 signé en 1991. Kissinger, Nunn, Perry et Schultz¹³ ont aussi appelé à la fin des armes nucléaires, ce qui a été interprété comme la manifestation d'un changement américain dans ce domaine. M. Obama s'inscrit dans le prolongement de ce courant.

Tout en se réjouissant de cette résolution américaine et en affirmant vouloir l'accompagner, le gouvernement japonais a indiqué à plusieurs reprises qu'il ne fallait pas diminuer la force de dissuasion américaine.

Devant la commission des finances, hier, M. Asô a indiqué que cette déclaration de M. Obama ferait partie de celles qui l'auraient le plus marqué. J'ai pour ma part déclaré que je trouvais curieuse la position du ministre des Affaires étrangères, selon laquelle la renonciation à faire usage de l'arme nucléaire de manière préemptive diminuait la force de dissuasion du parapluie nucléaire américain, et posait problème. Les propos du Premier ministre n'ont aucun impact concret.

Le gouvernement japonais aussi défend le désarmement et la lutte contre la prolifération, mais, en pratique, déposer

¹³ George Schultz, William Perry, Henry Kissinger et Sam Nunn, «Toward a Nuclear-Free World », *Wall Street Journal*, 15 janvier 2009.

une résolution à l'Assemblée générale est tout ce qu'il fait. C'est important, mais cela nous permet difficilement de nous qualifier de fervents défenseurs de ces objectifs. Jamais nous n'avons tenté de modifier la politique de M. Bush par nos conseils ; voilà maintenant que nous adhérons à la ligne d'Obama. En sommes, nous ne faisons que suivre les États-Unis.

Le désarmement et la non-prolifération doivent être des piliers de la diplomatie japonaise. Pour cela, il faut que nous ayons des idées. Il faut que le Japon insiste sur trois points : que tous les États nucléaires renoncent au droit de frappe en premier, qu'ils renoncent à l'usage de l'arme nucléaire contre des États qui n'en sont pas dotés, enfin qu'il propose la dénucléarisation de l'Asie orientale.

Quand le Japon a critiqué l'essai nucléaire indien, l'Inde lui a rétorqué qu'il n'avait pas le droit à la critique étant donné qu'il bénéficiait du parapluie nucléaire américain. Il y a une énorme contradiction entre la situation du Japon qui, comme seule victime de l'arme atomique, doit être à la tête du mouvement pour sa disparition, et la priorité qu'il accorde au parapluie nucléaire américain.

Ca n'est pas parce que les États-Unis renonceraient à la première frappe que nous ne serions plus à l'abri du parapluie nucléaire. De fait, ne plus avoir cette protection, alors que les armes nucléaires n'ont pas disparu, serait inquiétant. Mais ça n'est pas parce qu'on renonce à la première frappe qu'on abandonne tout droit de riposter par le nucléaire en cas d'agression nucléaire.

La Corée du Nord et ses programmes nucléaire et balistique sont présentés comme une menace pour le Japon. Le 5 avril, elle a effectué un tir de missile ; le 25 mai, un nouvel essai nucléaire. Face à cela, on s'est

mis à parler au Japon de frappe préemptive ou de frappe des bases ennemies. La dénucléarisation de l'Asie n'est-elle pas une alternative ?

La population se sent menacée par la Corée du Nord. Mais, face à l'arme nucléaire nord-coréenne, je ne crois pas que l'on ait besoin du parapluie nucléaire : des armes conventionnelles permettent à mon avis une riposte adéquate. Ce que les tenants de cet argument du parapluie nucléaire ont à l'esprit est plutôt l'arme nucléaire chinoise.

L'abandon par la Corée du Nord de son programme nucléaire est un préalable à la signature d'un traité régional de dénucléarisation, mais ce qui manque aux tentatives faites actuellement, c'est une vision concernant ce stade ultérieur où la Corée aura abandonné son programme. Il faut que la Corée renonce à l'arme et que les États-Unis et la Chine¹⁴ renoncent à son utilisation.

¹⁴ La Chine a indiqué qu'elle ne se servirait pas de l'arme nucléaire en première frappe ou contre des États qui n'en seraient pas dotés [*NdIR*].

AUTEUR:

Guibourg Delamotte, Asia Centre, EHESS

PRODUCTION ET PUBLICATION :

Florence Biot, Secrétaire Générale
Pierre Fauquet, Assistant de la Publication
Lei Gong, Maquettiste

COMMANDES ET ABONNEMENTS:

Version brochée :

abonnement / an (TTC) : 50 € pour la France, 60 € pour le reste du monde
commande par n° (TTC) : 18 € pour la France, 25 € pour le reste du monde

Version électronique :

sur demande / archives (depuis 2005) :
www.centreasia.org